

BUREAU DU CONSEIL DE L'EUROPE À EREVAN

RESULTATS EN 2025



Le Bureau du Conseil de l'Europe à Erevan coordonne et anime la coopération sur le terrain, notamment les projets menés conjointement avec l'Union européenne. Depuis 2012, des plans d'action élaborés conjointement ont aidé l'Arménie à aligner ses lois et ses institutions sur les normes européennes en matière de droits humains, d'État de droit et de démocratie.

Le **plan d'action du Conseil de l'Europe pour l'Arménie 2023-2026** met l'accent sur le soutien à l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, la promotion de la réforme judiciaire, la lutte contre la corruption et la cybercriminalité, le renforcement des soins de santé et de la probation dans les prisons, la protection des droits humains dans les forces armées et le domaine biomédical, la garantie des droits sociaux, le renforcement des droits des enfants, des femmes et des réfugiés, la prévention de la violence à l'égard des femmes et des enfants et le renforcement de la gouvernance démocratique. Dans le cadre du plan d'action actuel, **l'ensemble de mesures compet du Conseil de l'Europe pour répondre à l'afflux de personnes réfugiées en Arménie a été lancé en 2023.**

EN CHIFFRES : UNE PLATEFORME D'ACTION (AU 1ER JANVIER 2026)



37 MEMBRES DU PERSONNEL DÉDIÉS, Y COMPRIS 29 TRAVAILLANTS SUR DES PROJETS.



LE BUDGET TOTAL ESTIMÉ DU PLAN D'ACTION EST DE 21,9 MILLIONS D'EUROS. LE SOUTIEN DES DONATEURS FAVORISE UN CHANGEMENT À GRANDE ÉCHELLE ET GARANTIT UNE STABILITÉ À LONG TERME.



5 PROJETS RÉGIONAUX ET 14 PROJETS NATIONAUX, DONT 3 PROJETS PHARES CONJOINTS UE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE « LE PARTENARIAT POUR UNE BONNE GOUVERNANCE ».

TÉLÉCHARGER LE PLAN D'ACTION DU CONSEIL DE L'EUROPE POUR L'ARMÉNIE 2023-2026



POURQUOI VOTRE IMPLICATION EST IMPORTANTE

Votre soutien permet au Conseil de l'Europe de traduire les normes européennes en changements concrets. Les contributions des donateurs garantissent la mise en œuvre, l'ancrage et la pérennité des réformes, renforçant ainsi les institutions, protégeant les droits et consolidant la résilience démocratique en Arménie. Investir dans le plan d'action pour l'Arménie, c'est soutenir un impact mesurable, des réformes crédibles et une stabilité à long terme.



Regardez une présentation du travail du Conseil de l'Europe pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et promouvoir l'égalité de genre en Arménie en scannant le code QR.

IMPACT DU TRAVAIL DU CONSEIL DE L'EUROPE EN ARMÉNIE



FAIRE PROGRESSER L'ÉTAT DE DROIT ET LA JUSTICE

Une justice plus rapide. Un groupe national de 120 médiateurs qualifiés et 12 médiateurs ont été formés, ce qui a permis d'améliorer l'accès aux services de médiation, d'alléger la charge de travail et de réduire l'arriéré judiciaire.

Lutte contre la criminalité économique. Les représentants des institutions non financières sont dotés d'outils leur permettant de mieux se conformer à la réglementation nationale en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ce qui rapproche l'Arménie des normes internationales.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LES DROITS SOCIAUX

Tolérance zéro pour la discrimination et les discours haineux. Plus de 300 représentants des forces de l'ordre, du pouvoir judiciaire, de l'éducation, de la société civile et des groupes vulnérables ont amélioré leur capacité à lutter contre la discrimination et les discours haineux.

Autonomisation des femmes, renforcement des politiques. La stratégie et le plan d'action de l'Arménie pour la mise en œuvre de la politique d'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2025-2028 ont été largement influencés par les recommandations et l'expertise du Conseil de l'Europe. En conséquence, 364 femmes, dont des réfugiées, ont amélioré leurs compétences, leur bien-être et leur inclusion sociale.

SOUTIEN AUX RÉFUGIÉS ET GOUVERNANCE DE LA MIGRATION

Accès aux services quand cela compte le plus. Un centre d'appel dédié du Service des migrations et de la citoyenneté a été soutenu. Il a répondu à plus de 105 000 demandes depuis janvier 2025. 256 spécialistes de première ligne ont reçu une formation afin de renforcer leurs compétences et de fournir des informations fiables sur la citoyenneté, le statut de réfugié et la protection temporaire. En conséquence, plus de 28 473 demandes de citoyenneté ont été traitées en 2024-2025.

GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE AU NIVEAU LOCAL

Une démocratie locale inclusive en action. Les 13 chapitres du nouveau projet de loi sur l'autonomie locale ont été élaborés dans le cadre d'un processus de consultation inclusif, renforçant ainsi la transparence, la responsabilité et la participation des citoyens à l'élaboration des politiques.

PROTECTION DES DROITS HUMAINS ET DES PERSONNES VULNÉRABLES

Respect des droits derrière les barreaux. La création de centres de formation professionnelle dans trois prisons améliore l'employabilité et les perspectives de réinsertion des détenus, tandis que l'extension des services de télémedecine, assurés par huit des principaux hôpitaux arméniens, garantit un meilleur accès aux soins de santé pour les personnes privées de liberté.

Amélioration de la réinsertion dans le cadre du service de probation. 60 agents de probation ont approfondi leurs connaissances sur la mise en œuvre du nouveau programme visant à réduire les comportements agressifs et violents chez les délinquants. Le programme de réinsertion des toxicomanes a été introduit par les services de probation et trois prisons avec le soutien du plan d'action.

Relèvement du niveau dans le domaine de la biomédecine. Grâce à un soutien juridique et politique soutenu, l'Arménie a ratifié la Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine (Convention d'Oviedo).

Renforcement de la surveillance des droits sociaux et de la lutte contre la traite des êtres humains. 23 membres du personnel du Bureau du défenseur des droits humains ont renforcé leurs capacités en matière de surveillance des violations des droits sociaux. 40 professionnels du droit ont amélioré leurs compétences en matière de droits du travail et de lutte contre la traite des êtres humains grâce à un cours spécialisé HELP.